

<https://ricochets.cc/Telegram-s-engage-a-collaborer-avec-les-autorites-francaises-7869.html>



Telegram s'engage à collaborer avec les autorités françaises

- Les Articles -



Date de mise en ligne : mercredi 25 septembre 2024

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Les Etats n'aiment pas que quelque chose puisse échapper à leur contrôle totalitaire, notamment quand il s'agit de contestation.

Alors ils essaient toujours de resserrer les mailles de leurs filets.

Cette fois c'est au tour de la messagerie Telegram.



Telegram s'engage à collaborer avec les autorités françaises

La garde à vue de Pavel Durov fait sombrer Telegram

► [La garde à vue de Pavel Durov fait sombrer Telegram](#)

La plateforme s'engage à collaborer avec les autorités françaises

[Samedi 24 août Pavel Durov avait été arrêté et placé en garde à vue à la descente de son jet privé au Bourget, à son arrivée en France.](#) Les conséquences de ce coup de pression de la justice française commencent à apparaître.

Depuis sa création en 2013, la messagerie Telegram s'était engagée à ne pas diffuser d'informations sur ses utilisateurs. L'entreprise annonce ce lundi 23 septembre qu'elle va collaborer avec la justice française si elle fait des demandes « légales et valides ». [Les adresses IP et numéros de téléphone pourront notamment être transmis.](#) C'est un basculement sans précédent pour cette application qui sert à de nombreux réseaux de solidarité, de luttes. Cette plateforme permettait aussi de contourner les censures des réseaux sociaux comme Facebook, Instagram.

Le créateur de Telegram, qui avait passé 2 jours en garde à vue avant d'être mis en examen et relâché sous caution, se voyait reprocher l'absence de modération suffisante sur Telegram. Cette application qui permet de créer des canaux de diffusions et d'échanger en groupe public ou privée est en effet dénoncée pour servir de plate-forme de support au terrorisme, à l'exploitation sexuelle d'enfant ou la diffusion de contenu pédopornographique.

En Europe et en France on considère que le propriétaire de la plateforme est responsable de l'ensemble de ses usages. C'est une pratique qui est encouragée par le DSA : Digital Service Act, qui s'applique à toutes les

plateformes en ligne depuis en février 2024 dans l'Union Européenne. La transparence en ligne et la lutte contre les contenus illicites font parties des objectifs de ce Digital Service Act. Telegram est probablement plus spécifiquement visé par les autorités car l'entreprise ne coopérait alors pas avec la police et la justice.

Ce Digital Service Act sert aussi à cacher les manquements de nos « élites » qui ont le nez plongé dans leurs ambitions et ne se préoccupent que de résultat à court terme, ce qui bien entendu ne permet absolument pas de traiter ces sujets correctement. En juin 2024, le site coco.gg a été fermé par les autorités françaises. Cette plateforme servait notamment à tendre des guet-apens homophobes ou de support à des violences sexuelles, notamment l'affaire Pélicot, jugée en ce moment, actes ignobles d'une lâcheté infinie. Bien entendu la fermeture de cette plateforme n'est pas critiquable, mais elle permet aussi aux autorités de se féliciter d'une action « vertueuse » sans réellement agir contre le problème. Les utilisateurs pourront trouver d'autres méthodes pour arriver à leur fin. En témoignent les nombreuses agressions dont sont victimes les utilisateurs de différentes plateformes de rencontres ces derniers mois.

En revanche ces coups de pression à Telegram peuvent avoir des conséquences sur des réseaux de solidarité. Début septembre, [la plateforme a censuré le compte « No Border Calais »](#). Ce canal public servait de relais d'infos et d'événement en lien avec les luttes et réseaux de solidarités qui s'organisent contre la frontière mortifère de Calais. Les administrateurs de ce réseau supposent qu'« un raid de fachos » a suffi à faire bloquer le canal Telegram. Sans plus de contrôle n'y de moyen de communication avec la plateforme le canal est encore censuré aujourd'hui.

La décision de Pavel Durov de se plier à la pression de la justice française pourrait aussi faire jurisprudence. Depuis des mois les autorités françaises s'attaquent aux moyens d'expression en ligne. TikTok avait été coupé en Kanaky durant les révoltes anti-coloniales au mois de mai. Signal est dans le viseur des autorités qui souhaitent faire interdire le chiffrement de bout-en-bout, pratique sur laquelle repose Signal et qui empêche les autorités d'avoir accès au contenu des messages. Durant les révoltes pour Nahel, Snapchat a été utilisé comme outil de contre-insurrection quand au même moment Macron voulait couper les réseaux sociaux.

Le pouvoir n'a pas seulement peur des réseaux sociaux, il souhaite les instrumentaliser pour mettre au pas la population. Derrière les belles paroles de luttes contres les discriminations, la pédocriminalité ou le terrorisme, se cachent aussi une volonté de contrôle sur les communications et une surveillance grandissante qui sont inquiétants.

Le recul des libertés, qu'elles nous touchent directement ou non, doivent toujours nous alerter, car si vous n'êtes pas concernés aujourd'hui vous pourriez très bien l'être à l'avenir.

via <https://contre-attaque.net/2024/09/24/la-garde-a-vue-de-pavel-durov-fait-sombrer-telegram/>

Compléments

- ▶ [Affaire Telegram : illustration de la guerre étatique contre les outils de communication sécurisés](#) - Eviter d'être prisonnier entre l'Etat et l'ultracapitalisme - La façon dont a été mis en cause judiciairement Telegram illustre la guerre des Etats, et de la France en particulier, contre les outils de communication qui échappent à la surveillance étatique généralisée.
- ▶ Toujours utile : [quelques conseils de sécurité numérique](#)